

**De la main invisible du marché à la gouvernance : une
réforme radicale de la pensée et le basculement du
paradigme économique**

*Conférence aux Universités d'Eté du Centre Mendès France ; Poitiers ;
octobre 2009*

Pierre Calame

9 pages (bip 4004)

Résumé

Réf. : intranetfph/bip/4004

Alors notre modèle de développement est dépassé, nous conduit droit dans le mur, la cause est entendue ? reste un petit problème. Où aller et comment y aller ? C'est de cela dont je voudrais vous parler en partageant avec vous une quête qui s'étale sur une quarantaine d'années. On pourrait dire une recherche mais il faut s'entendre sur le mot. Vous connaissez le slogan de 1968 : « je suis marxiste, tendance Groucho ». Moi, je suis chercheur tendance chercheur d'or, tendance explorateur, pas tellement tendance éprouvette, si vous voyez ce que je veux dire. C'est cet effort d'exploration dont je veux vous parler. Cette recherche de la voie, pas au sens taoïste mais au sens de l'explorateur. Où va-t-on ? Pourquoi est-on dans une impasse ? Quand on est dans une impasse qu'est ce que l'on fait ?

Les quelques idées que je vais mettre sur la table sont tirées d'un livre « l'Essai sur l'oeconomie ». Je ne vous en raconterai pas la fin sinon vous ne liriez plus le livre mais au moins je vais essayer de vous donner quelques éléments de la recherche, en faire sentir la direction.

Ce livre est le troisième volet d'une trilogie. A la fin des années 90, après un assez long travail international dans le cadre de ce que l'on appelle l'Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire, on a réhabilité ce beau mot latin « d'agenda ». Agenda, ça ne veut pas dire calendrier. Agenda, ça veut dire **ce qu'il y a à faire absolument**. C'est la grande question. Qu'est-ce qu'il y a à faire absolument, qu'est-ce qu'il y a à conduire absolument comme mutation au 21e siècle ? L'agenda comporte trois mutations : la première mutation est la mutation de **l'éthique**, la deuxième mutation est la mutation de **la gouvernance**, et la troisième mutation est **la mutation du modèle de développement**, du passage à une société durable. Les trois sont liées.

Mutation de l'éthique. On ne peut pas bâtir une communauté internationale sur une accumulation de droits. Ce n'est pas politiquement correct de le dire mais c'est vrai. Au coeur de l'éthique du 21e siècle, il y a l'interdépendance, donc la responsabilité et la co-responsabilité. Comment construire une communauté internationale autour des principes de responsabilité et de co-responsabilité, voilà la première mutation.

Mutation de la gouvernance, de la gestion des sociétés. Voilà la deuxième mutation. Ce n'est pas avec des Etats souverains, ce n'est pas avec des administrations cloisonnées, ce n'est pas avec l'illusion qu'on peut affecter des compétences exclusives à chaque niveau de gouvernance que l'on peut gérer des interdépendances planétaires. Nous devons totalement repenser notre mode de gestion de la société pour être en mesure de gérer les interdépendances entre les sociétés, entre l'humanité et la biosphère, entre les hommes eux-mêmes.

La troisième mutation, celle à laquelle je m'attacherai ce matin, c'est la transformation de l'économie, la transformation de notre pensée économique. D'ailleurs, ces trois mutations sont fondamentalement des mutations de la pensée. La mutation de la pensée est aujourd'hui au coeur de l'action.

J'introduirai cette idée par deux lectures que je faisais hier. La première est de la grande juriste, Mireille Delmas Marty, professeur au Collège de France. Parlant des conditions dans lesquelles on va essayer d'inventer un droit international adapté aux interdépendances, elle parle de la **force imaginante du droit** ; de la nécessité d'inventer. Elle dit, ce qui rejoint profondément ma démarche, que cette invention suppose à la fois de l'enracinement et du surgissement. On parle de réforme **radicale** de la pensée. Il faut prendre l'adjectif « radicale » à son sens étymologique : retourner aux fondements et revenir, du coup, sur l'histoire.

La deuxième lecture est de Paul Krugman, prix Nobel d'économie et très à la mode. Il écrivait la semaine dernière dans le New-York Time le vrai blocage au changement c'est moins les « vested interests », comme disent les Américains, les intérêts investis c'est les pensées investies, « vested

ideas ». C'est tous les intérêts qui se sont constitués autour du mode de pensée actuel. Faire bouger les modes de pensée c'est plus dur encore que de déplacer les intérêts.

Ce double patronage est assez agréable pour moi pour démarrer cet échange avec vous.

Alors, dans une chasse au trésor, puisque c'est mon modèle, il faut partir d'un certain nombre d'indices. Le premier indice que je proposerai, c'est la prévalence de la pensée magique, la résolution magique des contradictions. Ça remonte à loin ! déjà Adam Smith : avec la « main invisible du marché », intérêt individuel, intérêt collectif, chance ça va ensemble ! Soyez égoïstes et vous atteindrez le bien commun ! ça c'était formidable. Ça a eu beaucoup de succès comme idée... Ne riez pas. On fait exactement la même chose maintenant : développement durable, on met « développement ». On accroche « durable » et ça y est, le lapin sort du chapeau ! Emplois verts, économie verte, la croissance et l'économie d'énergie ça n'allaient pas ensemble, on les a rapprochées et c'est fini voilà, hop le lapin est sorti du chapeau ! Responsabilité sociale des entreprises. Les trois P, People Profit Planet, les gens, le profit, la planète. Bien voilà il n'y a plus de contradiction, il y a les trois P, ils sont là ! D'accord, il y a un cheval de profit, une alouette de social et une alouette d'environnement mais ça y est c'est résolu, on vous dit. Donc, on est dans la pensée magique, ça c'est le premier indice.

Deuxième indice, l'économie, ça ne marche pas. Il y a trente cinq ans, j'étais responsable des services du Ministère de l'Équipement dans une région du Nord de la France, le Valenciennois. En pleine crise industrielle. On m'avait dit : l'économie ça sert à mettre en lien la force de travail et les besoins. Mais moi, je voyais s'accumuler les bras ballants et les besoins non satisfaits. Là, je me suis dit, il y a un truc !

Troisième indice, la décroissance. D'un côté, le travail humain c'est le lien social. On le voit bien avec la perte de lien social des gens qui ne peuvent pas faire valoir leur utilité vis-à-vis des autres, que cette utilité soit marchande ou non marchande, d'ailleurs. D'un autre côté, il faut économiser l'énergie et les matières premières. Alors je voudrais que l'on m'explique comment, en utilisant le même argent, en utilisant la même unité de compte pour mesurer l'énergie et le travail, on peut y arriver. Quand vous achetez quelque chose, vous ne savez pas ce que vous achetez. Vous achetez un chat dans un sac ! vous ne savez pas ce qui est de l'ordre de l'énergie et ce qui est de l'ordre du travail. Vous ne savez même pas d'où vient le travail d'ailleurs. Comment voulez-vous qu'on combine, dans ces conditions, cohésion sociale et protection de la planète ? Conclusion, notre pensée sur la monnaie ne fonctionne pas.

Quatrième indice, qui remonte à très longtemps. J'ai travaillé, il y a quarante ans maintenant, sur le modèle de développement algérien. Je voyais que les théories qu'on m'avait enseignées pour expliquer la croissance urbaine, par le lien entre emplois de base et emplois induits, ne collaient pas avec faits. Comme je suis un scientifique, j'ai dit : les faits ont raison sur les théories. A voir ce qu'on raconte en économie, j'ai l'impression que ce n'est pas l'avis général d'ailleurs mais enfin c'est le mien. Alors j'ai essayé de comprendre. Je voyais bien qu'entre deux villes différentes le même argent qui rentrait ne produisait pas la même croissance démographique. Ça voulait dire quoi ? ça voulait dire que selon que l'argent rentre puis ressort tout de suite par des achats ou qu'il entre, circule et irrigue l'économie à l'intérieur de la ville, on n'aura pas le même type de développement. Mais économie actuelle ne nous dit rien là-dessus ! Une région comme Poitou Charente n'a aucune idée de comment elle fonctionne. Vraiment aucune idée. Elle se doute que c'est la sécurité sociale et les retraites qui la font vivre mais à part ça elle ne sait pas grand chose. Vous ne savez pas les flux d'argent qui rentrent dans votre région, vous ne savez pas les flux d'énergie qui rentrent, vous ne savez pas les flux de matières premières, vous ne savez pas ce qui en est fait une fois que ça rentre et vous ne savez pas comment ça sort. Votre métabolisme vous l'ignorez. Une région ou une ville aujourd'hui en France on en sait en Europe cent fois moins sur

elle-même que le dernier village chinois il y a 4000 ans. Pourquoi ? parce que si le village ne connaissait pas son métabolisme il crevait. Nous, on n'a pas besoin de se connaître parce que l'on fonctionne à l'intérieur d'un système national intégré, où la redistribution représente plus de la moitié du produit national brut, parce que l'on fonctionne à l'intérieur d'une économie mondiale, que l'on pompe de l'énergie et des matières premières du monde entier. Donc, notre science économique produit un océan d'ignorance sur l'essentiel. C'est quand même étonnant non ? Où qu'on se tourne, c'est l'impasse. Ça fait beaucoup d'indices qui suggèrent qu'il faudrait peut être changer. Alors, que fait un bon explorateur quand il arrive dans une impasse ? Qu'est-ce qu'il fait ? il revient en arrière jusqu'au carrefour précédent. C'est ce que j'ai fait. J'ai remonté un peu dans l'histoire pour comprendre comment on en est arrivé là. C'était le préalable pour savoir vers où on pourrait aller. J'ai découvert des trucs assez intéressants avec ce retour à l'histoire.

Premièrement, pourquoi une civilisation chrétienne a-t-elle autant mis l'accent sur l'accumulation matérielle ? Réponse pour des raisons morales ! Je vous invite à lire un passionnant bouquin de Albert Hirschman. Il s'appelle « des passions et les intérêts ». Il explique comment les moralistes réalistes à la fin du Moyen Age, en suivant Saint-Augustin selon qui les trois grandes passions qui risquaient de détruire la société étaient la passion pour le pouvoir, la passion pour la conquête des femmes, la passion pour les ressources matérielles, ont pensé impossible de brider toutes ces passions à la fois et ils ont jugé que, finalement, la passion de l'accumulation était la moins dangereuse des trois. Au fond, Adam Smith est dans la filiation de cette réflexion morale.

Deuxième découverte de l'histoire, dans nos sociétés tout n'évolue pas à la même vitesse. Quand on regarde une société à un moment donné, on essaie de comprendre sa cohérence, on regarde sa photo. Mais c'est une pure illusion d'optique ! Si maintenant on regarde le film, le déroulement dans le temps, on voit qu'il n'y a pas de cohérence dans une société à un moment donné, tout simplement parce que les différents éléments de la société n'évoluent pas à la même vitesse. Dans nos sociétés, depuis le début de la révolution industrielle, encore bien plus depuis la seconde guerre mondiale, qu'est-ce qui a évolué extrêmement vite ? les sciences, les techniques, l'organisation de l'économie. Qu'est-ce qui a évolué lentement, très lentement ? les systèmes de pensée et les institutions. L'Etat, l'entreprise, l'université, la théorie économique, tout cela ça remonte en gros au 18e siècle. Théorie de l'Etat souverain ? 1648, traité de Westphalie. Université moderne ? Von Humboldt, Berlin 1812. Economie ? Adam Smith 18e siècle. L'entreprise ? une construction juridique, l'association d'actionnaires, directement dérivée des méthodes de mise en commun des risques des armateurs de la renaissance. Voilà avec quels systèmes de pensée, avec quels agencements institutionnels, nous prétendons gérer le 21e siècle ! D'où la conclusion qui s'est imposée à moi : l'urgence absolue est de reconstruire les systèmes de pensée et les agencements institutionnels, qu'il s'agisse de la gouvernance – que faire de l'Etat ? - ou qu'il s'agisse de l'économie - que faire de l'entreprise ?

Troisième découverte, à tout moment dans une société il y a ce que j'ai appelé les acteurs pivot. Ce sont les acteurs, pas forcément les plus puissants, pas toujours même les plus visibles, autour desquels se réorganise tout le jeu social. Ça a été l'église, ça a été le roi. Depuis le 19e siècle, encore plus au 20e siècle, nous avons deux acteurs pivot, l'entreprise multinationale, l'Etat. L'entreprise multinationale ne représente pas, tant s'en faut, la plus grande partie du produit intérieur brut mondial mais c'est autour d'elle que le système économique s'est organisé, comme c'est autour de l'Etat que se sont organisées les régulations.

A partir de là, une réflexion et une question. La réflexion : au fond, on a besoin pour l'organisation d'une société et de son économie d'un acteur pivot que j'appellerai « vertical », celui qui organise la filière de production et d'un acteur pivot « horizontal », celui qui organise les cohérences territoriales. Il faudra, me suis-je dit, prendre en compte cette approche matricielle dans la recherche des futurs acteurs pivot. La question : est-ce que les acteurs pivot du 20e siècle,

l'entreprise multinationale, l'Etat, sont les bons pour le 21e ? Question majeure, celle du risque de myopie historique : croire, faute de recul, que ce qui est là, est là pour toujours.

Un exemple de myopie. Au moment de la Révolution française, il y avait eu toute une élaboration philosophique, politique, etc. sur le citoyen, sur l'Etat, sur la république, sur les pouvoirs. Mais... il n'y avait pas de pensée sur l'entreprise ! En d'autres termes, cet acteur qui était en train d'émerger, autour duquel allait se réorganiser la société était dans l'impensé. Il faut en tirer la leçon. Aujourd'hui, au moment où l'entreprise, conçue comme une association de copropriétaires est à l'évidence dépassée comme acteur pivot, du fait de sa puissance, quelle que soit sa bonne volonté, à organiser vraiment la cohérence entre l'économique, le social et l'écologique, les gens s'imaginent que pour toute éternité la grande multinationale a gagné. C'est la même myopie que nous avons, il y a 40 ans, quand nous expliquions, avec force arguments, qu'IBM avait triomphé définitivement, avait établi son monopole sur l'informatique de façon définitive. On voit ce qu'a donné cette myopie ! Microsoft est arrivé, IBM a été balayé.

Il est donc absolument vital de se projeter dans l'avenir et de ne pas prendre les vessies pour des lanternes, pas croire que ce qui est vrai aujourd'hui sera vrai demain. De la même manière, il est évident que l'Etat restera pour longtemps un niveau de régulation, de puissance, etc. il n'empêche. Une analyse objective montre qu'il n'est plus adapté pour organiser le niveau de cohérence horizontale au 21e siècle. Cette réflexion sur les acteurs pivot oblige à se poser la question de la nature des agencements institutionnels du futur.

Dernier point découvert de l'histoire, qui a guidé mon livre, l'étymologie. Peut-être ne savez-vous pas que jusqu'au 18e siècle on ne parlait pas d'économie, on parlait, comme je le fais dans mon livre, **d'oeconomie**. Qu'est-ce que veut dire oeconomie ? la même chose qu'économie sauf que ça rappelle sa racine grecque. Ça veut dire deux choses : oïkos, le foyer, la maison, nomos, la règle. L'oeconomie c'est les règles de gestion de la maison commune. L'oeconomie c'est de la règle, ce n'est pas de la recherche opérationnelle, ce n'est pas de la science physique, c'est de la règle ; les règles de gestion de la maison commune au moment où la maison commune devient la planète. Ce retour à l'étymologie a eu pour moi une vertu fondatrice.

Ensuite, j'ai regardé ce qu'on pouvait tirer comme pistes de réflexion de toutes les innovations, très riches, qui émergent en réaction à l'état actuel de l'économie. J'ai trouvé un premier courant d'innovation, celui de l'économie du bien être. Je vous renvoie au remarquable manifeste de la New Economic Foundation. Les idées ont été récemment reprises, de manière atténuée, par la commission Stiglitz. Rappeler que le but de l'oeconomie c'est le bonheur, le bien être, pas l'accumulation de richesses. Il y a là tout un premier courant là qui est intéressant.

Il y a un deuxième courant intéressant, celui de l'économie sociale et solidaire. Depuis longtemps, il fait la preuve que peuvent exister dans d'autres institutions que des associations de copropriétaires, des institutions poursuivant à la fois des objectifs économiques et sociaux, associant activités marchandes et non marchandes.

Troisième courant intéressant, celui qui s'organise autour de l'efficacité énergétique. Là, il y a des choses à regarder autour de la mesure, c'est, plus largement ce que j'appelle le courant allemand, du Wuppertal Institute. Il a été vraiment en pointe en Europe et dans le monde pour réfléchir à ce qu'ils appellent les MIPS (material input per service unit), en gros la matière et l'énergie incorporées dans les biens consommés. Cela oblige à assurer la traçabilité du processus de production et ça procure des surprises. Savez-vous par exemple, qu'en France, en apparence, l'efficacité énergétique a augmenté. La quantité d'énergie consommée, divisée par le produit national brut a effectivement baissé. Sauf que dans le même temps le « sac à dos écologique » de

ce que l'on achète, c'est-à-dire ce qu'il a fallu comme énergie et matières premières pour produire ce que l'on a acheté à l'extérieur, lui, a monté.

Quand on regarde juste ce que l'on achète, et c'est l'absurdité de la taxe carbone, c'est qu'on ne regarde que ce que l'on sait mesurer. C'est ce que l'on appelle le syndrome de l'ivrogne : c'est l'histoire du passant qui voit un ivrogne qui tourne en dessous d'un réverbère. Le passant demande : « qu'est-ce que vous cherchez ? », il répond « je cherche ma clé ». Le passant lui demande : « vous l'avez perdue sous le réverbère ? ». Il répond : « non mais c'est là qu'il y a la lumière ! » C'est ce que l'on fait avec l'économie, on part de ce que l'on sait mesurer et tout le reste nous échappe. Mais quand on additionne ce qu'on sait avec tout le reste, la conclusion change radicalement. C'est exactement ce qui se passe pour l'efficacité énergétique.

Il y a des pistes intéressantes à chercher autour de tout ça.

Il y a une quatrième piste très intéressante c'est celle de l'écologie industrielle et de ce que l'on appelle l'économie d'utilisation. L'écologie industrielle c'est quoi ? c'est s'inspirer des écosystèmes pour transformer nos modes de production de manière à ce qu'on ait ce que l'on appelle des symbioses industrielles des symbioses territoriales : on essaie de fermer les cycles écologiques. Les déchets de l'un sont la matière première de l'autre. C'est ce que les Chinois appellent l'économie circulaire, ça dit bien ce que ça veut dire. C'est un courant malheureusement encore très minoritaire en Europe mais en Chine ça commence vraiment à restructurer la pensée.

Quant à l'économie d'utilisation c'est bête comme chou, si je puis dire, mais c'est important comme mode de raisonnement. C'est de voir jusqu'où on peut aller pour remplacer un produit par un service. Parce que, finalement, les produits ça vise à rendre des services. Vous achetez de l'énergie pour vous chauffer. En réalité, ce que vous visez c'est d'être au chaud, ce n'est pas d'acheter du pétrole pour du pétrole ! Ce courant est extrêmement important parce qu'il fait comprendre que la normalisation est un bien public. Imaginez que vous vouliez réduire la consommation d'énergie et de matière en renouvelant vos voitures. S'il y avait des normes d'interface de toutes les parties de votre voiture, vous pourriez la remplacer morceau par morceau, comme Rank Xerox le fait pour les photocopieuses.

Donc, c'est vrai qu'il y a des pistes, les quatre que je viens de citer sont très intéressantes. Mais le propre de ces pistes c'est qu'aucune n'est à l'échelle, aucune n'arrive à reconstruire notre système de pensée. J'ai essayé de comprendre pourquoi et, là, je me suis aperçu qu'il y avait une séduction extraordinaire à la théorie économique dominante c'est son pouvoir intégrateur. Elle rend compte à la fois de ce qui se passe au niveau du comportement du consommateur, dans le silence de son porte monnaie si je puis dire, et de la macro économie. Je me suis dit : il faut lutter à armes égales. Si on veut construire une alternative, il faut trouver un autre principe intégrateur. Sinon, on bricolera, on additionnera des innovations mais on n'arrivera pas à reconstruire la pensée. Et c'est là que l'étymologie « oeconomie » m'a mis sur la voie : dès lors qu'on parlait de l'idée que l'oeconomie était une branche de la gouvernance, on pouvait tirer le fil des principes de gouvernance et les appliquer à l'oeconomie. Ma chasse au trésor précédente avait été justement de repenser la gouvernance et j'ai consigné mes trouvailles dans un livre qui s'intitule « La démocratie en miettes, pour une révolution de la gouvernance ». J'y ai mis en évidence un certain nombre de grands principes communs, éternels, de la gouvernance. Je vous rassure que ça n'a rien à voir avec les principes de bonne gouvernance de la Banque Mondiale !

Je me suis aperçu qu'en tirant ce fil, on arrivait à quelque chose de relativement puissant, c'est là dessus que je terminerai, en évoquant plusieurs idées.

Une première idée c'est qu'un régime de gouvernance appliqué à un domaine particulier doit être adapté à ce domaine. C'est bête comme chou, là aussi. Or, je m'étais rendu compte que le mode de pensée classique qui oppose les biens publics et les biens privés, ne marchait pas, ne correspondait pas à la vraie nature des biens et services. Donc j'ai cherché et je me suis aperçu en réalité que le meilleur critère pour identifier la nature des biens et services c'est ce que j'appelle dans mon livre « le test du partage » : qu'est-ce qui se passe quand on cherche à diviser un bien et un service ? c'est la question classique du jugement de Salomon : qu'est-ce qui se passe quand on coupe un bébé en deux ? je me suis aperçu que ce test était assez discriminant et j'ai ainsi montré qu'il y avait quatre catégories de biens et de services : il y a d'abord les biens qui se détruisent en se partageant, dont la vie, puisque je citais le jugement de Salomon, un enfant divisé en deux. Un écosystème, un océan morcelé en parties c'est pareil, on le détruit. On ne peut pas partager le patrimoine historique. Cette première catégorie de bien relève d'un certain type de gouvernance : de la protection, des tabous, un partage des frais d'entretien entre les gestionnaires et les bénéficiaires.

Deuxième type de biens et de services, ceux qui se divisent en se partageant mais qui sont en quantité finie. Vous aurez tout de suite pensé aux ressources naturelles. Les ressources naturelles ne peuvent pas relever du marché, parce qu'il y a forcément un double principe de justice et d'efficacité, donc il faut inventer les régimes de gouvernance qui combinent justice et efficacité. Le régime le plus normal c'est que, comme pour l'eau, par exemple, il y ait un minimum pratiquement gratuit puis, après, le coût augmente avec la quantité. C'est exactement l'inverse de la tarification habituelle. Mais le régime le plus naturel pour ce type de bien c'est le quota négociable. C'est pourquoi la taxe carbone n'est pas une très bonne idée. La taxation correspond à d'autres biens. Fondamentalement un bien comme l'énergie fossile relève de quotas territoriaux négociables. Ainsi dès que l'on pose simultanément le problème de la justice et de l'efficacité, on est sur la piste de régimes de gouvernance nouveaux.

Mon regretté ami l'écologiste indien Anil Agarwal avait introduit le débat avant le Sommet de la planète de 1992, en demandant : « à qui appartiennent les puits de carbone ? » Car le bénéfice tiré des puits de carbone pose une question très semblable à la question de François 1er voyant les Espagnols et les Portugais conquérir le Nouveau Monde. Il avait dit : « je voudrais que l'on me montre la clause du testament d'Adam qui m'exclut du partage du monde ! » C'est exactement la question que posent les Chinois en allant en Afrique. En quoi les ressources pétrolières et de cuivre de l'Afrique appartiennent-ils de droit aux Européens ou aux Américains ? En quoi les puits de carbone, l'océan, etc. appartiennent-ils à ceux qui émettent du CO2 ?

Troisième catégorie de biens, les biens qui se divisent en se partageant mais qui sont en quantité indéterminée. C'est vraiment typiquement les produits de la créativité humaine. C'est aussi bien le coiffeur, que le médecin ou que la production de voitures. Selon moi, ça relève assez bien du marché. Après la question se pose de savoir si on doit assurer ce bien à tous, comme pour la santé. Dans ce cas, il faut une redistribution publique ou un secteur public, c'est autre chose. Mais, en termes de contenu du bien et service, c'est cette catégorie là.

Enfin, il y a une quatrième catégorie qui sont les biens qui se multiplient en se partageant. Une économie qui rend rare ce qui est abondant par nature c'est une économie du diable comme aurait dit Alfred Sauvy ! Toute la logique du droit de propriété intellectuelle a fortiori le brevettage du vivant, c'est une économie du diable. Bien sûr, il faut inventer de nouveaux modèles économiques parce que les régimes de gouvernance qu'on lui applique, avec l'économie dominante, est contradictoire avec la nature de l'objet que l'on traite.

J'ai pu voir que ce fil directeur des régimes de gouvernance était extrêmement fécond. J'ai vu aussi que la réflexion sur la légitimité de la gouvernance était très intéressante. Cela oblige à se

demander : c'est quoi la légitimité d'un acteur économique ? Sur quoi est-ce fondé ? Peut-on considérer que le dirigeant d'une grande puissance se conduit de façon responsable parce qu'il rend compte à ses électeurs ? Si son action a un impact sur les autres, sur la planète en quoi est-ce responsable de ne rendre compte qu'à une petite partie de ceux qu'on affecte ? De la même manière, en quoi un acteur qui rend compte à ses actionnaires, comme l'entreprise, peut-il être considéré comme légitime, c'est-à-dire agissant en fonction du bien commun ? Cela conduit à un véritable procès en illégitimité des acteurs économiques actuels. De même cela conduit à réfléchir au droit qui s'applique à ces acteurs. On l'a bien vu à l'occasion de la crise financière. Il est impensable qu'on ait des acteurs multi nationaux régis par un droit national, serait-il celui des Etats-Unis ! Ainsi appliquer les critères de légitimité à l'économie ouvre un champ de réflexion très large.

Un troisième champ que je n'aborderai pas, c'est le champ de la démocratie. Juste une allusion. J'ai toujours trouvé qu'il était injuste de renvoyer les gens à leur schizophrénie. On est tous schizophrènes, d'accord, entre les préférences collectives telles qu'on les exprime dans nos discours et nos choix personnels. Mais c'est un problème central de la démocratie. Si l'on n'a pas les moyens que nos préférences collectives s'expriment dans des choix collectifs, alors on est renvoyés à nos contradictions. C'est le problème classique de l'agriculture biologique. Si c'est juste une agriculture de niche transportée en petites camionnettes, ce n'est ni écologique, ni économique c'est une agriculture de niche. Ça ne veut pas dire que les gens qui ne peuvent pas se payer de la nourriture bio sont incohérents. Ça veut dire qu'il faut que la société s'organise pour construire cette cohérence d'exploration autour de la démocratie.

Un autre champ riche en perspectives c'est la question des agencements institutionnels du futur. Selon moi, les deux acteurs pivot, au 21e siècle seront dans l'économie, le territoire et la filière. Le territoire - la ville, la région, le pays - c'est l'échelle de la vie quotidienne et c'est l'échelle de l'organisation des coopérations. Sans doute êtes vous conscients que ce ne sont pas des pays qui se développent aujourd'hui, ce sont des villes, ce sont des régions. Quand on dit « la Chine se développe », en réalité c'est Shanghai, c'est le delta de la Rivière des Perles, c'est un certain nombre de grandes régions puissantes. C'est elles qui entraînent le reste. Fondamentalement, le moteur de l'économie moderne ce sont les territoires. Et, comme la nature est bien faite, c'est aussi le bon niveau de gestion des cohérences sociales et écologiques !

Mais le territoire existe-t-il aujourd'hui ? A t-on des agencements institutionnels qui permettent aux territoires d'être acteurs, la réponse est non ? Le territoire se connaît-il ? comme je vous l'expliquais tout à l'heure, la réponse est non. Donc, un des grands enjeux des prochaines années, et ça commencera peut être bientôt avec la crise sociale qui va s'approfondir, c'est de citer les conditions d'émergence de « territoires acteurs ». Regardez la situation. Il est évident que les emplois vont continuer à se détruire. Qu'est-ce qu'une région va faire ? Qu'est-ce qu'une région peut faire ? Je réponds elle peut beaucoup. Mais elle n'en a pas les moyens institutionnels aujourd'hui. Elle ne sait pas s'organiser pour devenir acteur. C'est un formidable domaine d'exploration : l'émergence du territoire comme acteur, avec ses outils de mesure, avec la compréhension de son métabolisme, avec des agencements institutionnels nouveaux.

Et le deuxième acteur pivot de l'économie au 21e siècle c'est la filière. Si on veut construire un monde responsable, il faut que les filières soient durables. Or, pour l'instant, les filières sont segmentées en entreprises qui ne sont pas juridiquement interdépendantes, qui n'ont pas à rendre compte l'une à l'autre, l'une des autres et qui n'ont pas à rendre compte ensemble de la durabilité de la filière. C'est une des raisons pour lesquelles le commerce équitable, aussi sympathique soit-il, est parfois plus proche de la bonne conscience que de la construction des véritables alternatives au développement : on ne touche qu'un tout petit bout de la filière. Le commerce

équitable est bien parce que ça réintroduit le consommateur dans le jeu démocratique mais ce n'est pas suffisant pour construire un modèle alternatif.

Mon pari est que d'ici 20 ans on aura réorganisé le commerce international autour du principe de filières durables. Déjà les normes ISO, petit à petit, s'élargissent. La norme ISO c'était au départ la normalisation des écrous et des vis. Maintenant on en est à quand même à des normes qui portent sur la responsabilité sociale, qui portent sur la qualité globale, etc.. donc on voit qu'il y a une évolution. On voit qu'il y a par exemple dans l'agroalimentaire, pour la banane, demain pour le sucre, des nouvelles formes de négociation multi acteurs autour de la durabilité de la filière. On voit le même mouvement pour l'alimentation, pour la pêche. Il y a effectivement un mouvement mais qu'il faut théoriser, organiser.

Enfin, il y a toute la question de la monnaie. Je terminerai par où j'ai commencé. Dans mon livre je dis : est-ce compliqué de faire une recette de spaghettis bolognaises ? Beaucoup de gens dans la salle savent en faire, plus ou moins bien mais savent en faire. Ca veut dire que dans notre vie quotidienne on sait combiner des composants extrêmement différents. Or, pour des raisons qui sont liées à la paresse intellectuelle, au poids des idées reçues, on raisonne sur la monnaie en fonction de système technique du début du 20e siècle. Pour faire bref, aujourd'hui absolument rien n'empêche de traiter simultanément, avec un porte monnaie électronique, des monnaies à la fois locales et mondiales et surtout monnaie énergie et monnaie correspondant au travail, on ne peut donc casser ce monisme de la monnaie pour construire un outil qui, comme n'importe quelle mère de famille, pour la nutrition, permette de construire l'équilibre de la planète.

En cassant un certain nombre d'idées reçues et de pseudo évidences, en reconstruisant la pensée à partir d'un certain nombre d'idées simples, autour de la gouvernance, vous voyez que s'esquisse un modèle alternatif.